

# Document

## Les banques de la zone euro face à de nouveaux risques (01.06)

### **Reuters – 31.05**

Les banques de la zone euro ont amélioré leur capacité de résistance depuis la crise financière mais elles sont confrontées aujourd'hui à de nouveaux risques susceptibles de remettre en cause leur rentabilité, selon la Banque centrale européenne (BCE).

L'amélioration de la rentabilité a permis à certains grands groupes bancaires de la région de porter leur ratio de solvabilité au-dessus de leur niveau d'avant la crise, précise-t-elle dans son rapport sur la stabilité financière.

Le ratio "Tier 1" médian du secteur a atteint 10,6% fin mars contre 10,1% fin décembre 2009, précise la BCE dans ce rapport.

Parallèlement, le rendement des fonds propres des grandes banques a dépassé 11% au premier trimestre contre 2,4% en 2008 et 4,5% en 2009.

Cependant, avertit la BCE, la perspective de pertes de crédit liées à l'évolution de l'économie réelle et la dégradation des conditions d'émission sur les marchés obligataires sont sources de tension.

La BCE note que les grandes banques de la zone euro auront environ 800 milliards d'euros de dettes à long terme à refinancer entre mai 2010 et la fin 2012.

Elle ajoute que l'augmentation sensible des besoins de financement de plusieurs Etats de la région pourrait compliquer ces refinancements et se traduire par une hausse des coûts de financement pour les banques.

"Les émissions d'obligations bancaires sur le marché primaire se sont pratiquement arrêtées en mai alors que s'intensifiaient les inquiétudes des marchés au sujet du risque souverain au sein de la zone euro", poursuit la BCE dans son rapport.

Selon le rapport, les banques de la zone euro risquent de devoir inscrire dans leurs comptes 195 milliards d'euros de dépréciations supplémentaires d'ici la fin 2011, ce qui constituerait la deuxième vague des pertes causées par la crise financière et ses répercussions, estime la Banque centrale européenne.

Dans son rapport semestriel sur la stabilité financière, la BCE ajoute que les finances publiques représentent actuellement le risque le plus important pesant sur la stabilité de la région, les dettes et les déficits continuant de perturber les investisseurs tandis que les émissions massives prévues par les Etats risquent de restreindre l'accès des entreprises et des banques au marché du crédit.

Tout en constatant que des menaces d'interactions défavorables entre le système financier et les finances publiques sont déjà apparues, la BCE note que les nouvelles mesures adoptées pour combattre la crise ont considérablement réduit les risques de contagion.

"D'importants déséquilibres budgétaires demeurent et il est de la responsabilité des gouvernements d'affronter et d'accélérer la consolidation budgétaire afin d'assurer la soutenabilité des finances publiques, non seulement pour éviter le risque d'un étouffement de l'investissement privé mais aussi pour instaurer les conditions permettant une croissance économique durable", a déclaré le vice-président de la BCE, Lucas Papademos.

Evoquant une "deuxième vague" de dépréciations liées à la crise financière, il a précisé que la BCE estimait les besoins de provisions des banques pour couvrir les pertes potentielles à 90 milliards supplémentaires en 2010 et 105 milliards en 2011.

C'est la première fois que la BCE donne une estimation chiffrée des dépréciations potentielles pour l'an prochain.

Ces montants potentiels viennent s'ajouter aux quelque 238 milliards d'euros de dépréciations déjà passées dans les comptes à fin 2009.

Mais l'augmentation des dépréciations pourrait être en partie compensée par le rebond de certains marchés et les banques pourraient enregistrer des reprises de provisions d'un montant susceptible d'atteindre 32 milliards.

Au final, la BCE estime les dépréciations pour créances douteuses et moins-values potentielles sur la période allant de 2007 à fin 2010 à 515 milliards d'euros, un chiffre revu en baisse par rapport à celui de 553 milliards évoqué en décembre.

Les dépréciations pourraient dépasser les estimations si l'augmentation du risque souverain et les effets de second tour des mesures d'austérité budgétaire pèsent sur la croissance économique.

#### "LA CRISE TERMINÉE, MAIS LA REPRISE MODÉRÉE"

Les risques sur la croissance semblent globalement équilibrés mais la BCE estime que de nombreux risques pourraient se matérialiser.

"La crise est terminée mais la reprise est modérée", constate aussi la BCE dans son rapport.

Pour la banque centrale, l'ampleur des émissions d'emprunt des Etats ne soulève pas seulement le risque d'un encombrement du marché primaire au détriment des autres émetteurs, mais aussi celui de voir les Etats-Unis accroître la pression à la hausse sur les rendements obligataires, une évolution à laquelle les marchés pourraient ne pas être préparés.

Même si les achats d'obligations américaines par des étrangers ont augmenté ces six derniers mois, ramenant les réserves de certains pays au-dessus de leur niveau d'avant la crise, cette tendance pourrait s'inverser, estime la BCE.

"Il subsiste un risque important de mouvements abrupts des capitaux à l'échelle mondiale", conclut la BCE, qui déplore l'insuffisante flexibilité des parités de change de la part de certains pays émergents.

Dans la zone euro, les taux d'intérêt bas favorisent les ménages endettés mais ceux-ci restent exposés au risque d'une baisse des prix immobiliers, poursuit la banque centrale dans son rapport, évoquant aussi la possibilité d'une remontée des taux.

Les entreprises, elles, sont exposées au risque d'une baisse de leurs profits, aux conséquences d'un niveau d'endettement élevé et au durcissement des règles en matière de crédit.

La BCE évoque également la possibilité que se forment des bulles sur certains marchés émergents en raison de la croissance rapide des flux d'investissement, qui devrait atteindre 66% cette année, la plus forte hausse depuis plus de 15 ans.

"Même si cela n'est pas considéré comme un risque important pour la stabilité financière de la zone euro dans les circonstances actuelles, cela mérite une surveillance étroite dans la période à venir", estime-t-elle.